

Premier éclairage sur les petites et moyennes entreprises de l'industrie française en 2004 à partir de l'échantillon Centrale de bilans

Dominique LEFILLIÂTRE

*Secrétariat général
Direction des Entreprises
Observatoire des entreprises*

Pour les PME de l'industrie, l'année 2004 a été marquée par :

- *une reprise de l'activité se traduisant notamment par :*

- une progression sensible du chiffre d'affaires dans un contexte de hausse des prix à la production,*
- une inflexion positive de l'investissement,*
- mais une nouvelle réduction des effectifs salariés,*

- *une amélioration des indicateurs de résultat ;*

- *un allègement de la contrainte de solvabilité, perceptible depuis 2002, grâce à la progression des résultats conjuguée à une réduction des charges d'intérêt ;*

- *des structures financières renforcées sous le double effet de la progression des capitaux propres et de la diminution de l'endettement.*

Mots clés : PME, industrie manufacturière, agroalimentaire,
biens de consommation, biens intermédiaires,
industrie automobile, bien d'équipement

I | Nette reprise de l'activité

La croissance de l'année 2004, mesurée par celle du PIB en volume, s'est établie à 1,8 % (+ 0,5 % en 2003) pour l'ensemble de la zone euro. Les taux de progression de l'Irlande, du Luxembourg et de la Grèce ont été particulièrement soutenus ; ils ont tous été supérieurs à 4 %. Par contre, les performances de l'Allemagne, de l'Italie, du Portugal et des Pays-Bas, bien qu'en nette progression par rapport à 2003, ont été inférieures à celles de l'ensemble de la zone euro.

En France, la progression du PIB en 2004 (2,3 %, contre + 0,8 % en 2003) a été plus forte que la moyenne européenne.

Sur l'ensemble de l'année, les principaux moteurs de la croissance ont été, d'une part, les dépenses de consommation des ménages (+ 2 %) avec une reprise des achats de véhicules automobiles et une forte augmentation des achats de biens de nouvelles technologies et de services ¹ et, d'autre part, l'investissement des entreprises (+ 2,8 %).

En liaison avec la reprise de l'activité, les importations ont progressé de 6,9 % en volume d'une année à l'autre ; les exportations, qui se sont accrues de 3,1 % en volume, ont été tirées en majorité par les biens de consommation et les biens d'équipement.

Au total, le taux de croissance du PIB constaté en France s'explique donc, essentiellement, par la demande intérieure hors stocks et, dans de faibles proportions, par les variations de stocks ; à l'inverse, le solde extérieur a contribué négativement à la performance globale.

Les prix à la production pour l'industrie manufacturière ² ont augmenté en 2004 (1,4 %), après une baisse de 0,6 % l'année précédente. S'ils ont diminué dans les biens de consommation, ils sont restés pratiquement stables dans les biens d'équipement ; par contre, ils ont augmenté dans les autres secteurs : de façon modérée dans l'industrie automobile et dans les industries agroalimentaires, assez fortement dans les biens intermédiaires (3,6 %).

Selon l'échantillon Centrale de bilans, la progression du chiffre d'affaires des PME industrielles s'est élevée à 3,5 % en 2004, après la modeste performance de 2003 (0,6 %). L'impact des variations de prix à la production tempère toutefois le constat : le taux de variation du chiffre d'affaires déflaté (ou en volume) s'élève à 2,1 %.

Les différents compartiments économiques ont enregistré une progression positive, quelquefois très forte, de leurs ventes.

Les industries agroalimentaires (IAA) ont continué de bénéficier de la bonne orientation de la consommation des ménages, mais le rythme de progression de leur chiffre d'affaires a très légèrement fléchi par rapport à 2003 (2,2 %, contre 2,4 %) ; en volume, les ventes ont progressé de 1,1 %, contre 3,9 % en 2003. Les IAA n'ont pas été cependant le seul secteur moteur de la croissance.

Le chiffre d'affaires des industries de biens intermédiaires s'est très notablement redressé (de 0,6 % en 2003 à 5,6 % en 2004), entraînant la performance d'ensemble de l'industrie manufacturière.

Prix à la production

(variation en %)

| | Industrie manufacturière | EB | EC | ED | EE | EF |
|------|--------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 2003 | - 0,6 | - 1,4 | 0,3 | - 0,2 | - 1,6 | - 0,1 |
| 2004 | 1,4 | 1,1 | - 0,5 | 0,5 | 0,1 | 3,6 |

EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires

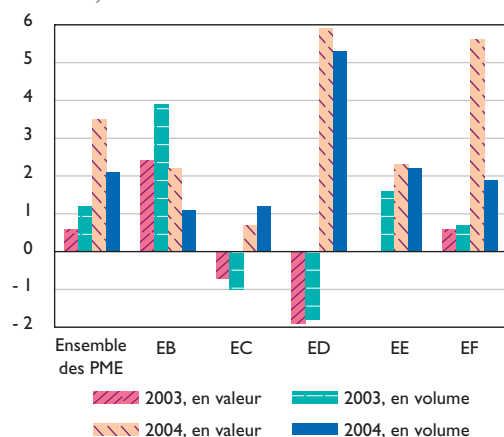
Source : INSEE base 2000 : évolutions annuelles sur l'industrie manufacturière, y compris les industries agroalimentaires (EB) et hors énergie

¹ Transport et services financiers

² L'évolution des prix à la production est calculée sur le champ « Industrie » retenu par l'Observatoire des entreprises (industries agroalimentaires, biens de consommation, industrie automobile, biens d'équipement, biens intermédiaires).

Chiffre d'affaires en valeur et en volume

(variation en %)



EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires

Source : INSEE base 2000 : évolutions annuelles sur l'industrie manufacturière, y compris les industries agroalimentaires (EB) et hors énergie (EG)

Cette hausse en valeur résulte, toutefois, en partie, de la très forte croissance des prix à la production : la croissance en volume ressort à 1,9 % seulement en 2004.

Les PME de l'industrie automobile ont également connu une année marquée par une forte progression de leurs ventes (5,9 %), après une année 2003 en net repli (- 1,9 %). Cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle traduit, pour l'essentiel, une hausse des volumes vendus (5,3 %).

La conjoncture a également été assez favorable dans les industries des biens de consommation. Le chiffre d'affaires progresse de 0,7 % seulement (après - 0,7 % en 2003), mais, du fait de la diminution des prix à la production, les ventes progressent en volume de 1,2 % pour 2004.

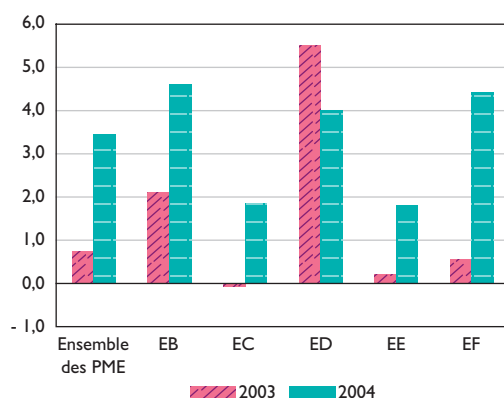
Enfin, les ventes de biens d'équipement ont été soutenues par un courant relativement porteur (2,3 %), après la stagnation observée en 2003 ; la croissance en volume est pratiquement équivalente (2,2 %).

La production ³ a suivi une tendance comparable à celle du chiffre d'affaires, très légèrement plus soutenue, avec une hausse du ratio « production stockée/production » qui s'établit à 0,3 %, contre 0,2 % en 2003.

Parallèlement à la reprise des ventes, la valeur ajoutée produite ⁴ par les PME industrielles s'est fortement redressée (+ 3,5 %), contrastant avec la quasi-stagnation de 2003. La consommation élargie ⁵ s'est accrue de 3,9 %, en raison, notamment, de l'augmentation sensible de sa composante majeure, le coût des matières consommées ⁶ (+ 3,9 %), mais aussi du fait de la progression des achats et charges externes (4,4 %) et de la sous-traitance de fabrication (2,3 %).

Valeur ajoutée produite

(variation en %)



EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires

³ Production = ventes de produits et de services + production stockée + production immobilisée

⁴ La valeur ajoutée produite est issue de la méthodologie Centrale de bilans consistant à retraiter certaines charges et subventions, afin d'obtenir un solde plus significatif au plan économique. À la notion de valeur ajoutée définie par le Plan comptable général (1982) sont ajoutés les subventions d'exploitation en complément de prix, ainsi que les loyers de location financement et les charges de personnel extérieur (ces deux dernières grandeurs étant déduites des charges externes). Par ailleurs, elle inclut les impôts et taxes.

⁵ Consommation élargie = sous-traitance de fabrication + achats et charges externes retraités + coût des matières consommées + coût des marchandises vendues

⁶ Le coût des matières consommées représente près des deux tiers des consommations élargies, et les achats et charges externes retraités environ un quart.

2| Diminution des effectifs, reprise de l'investissement et légère augmentation des besoins en fonds de roulement

2| I Effectifs

Malgré la hausse de l'activité, les effectifs des PME industrielles ont diminué, pour la deuxième année consécutive, et de façon plus marquée qu'en 2003 (- 0,9 %, après - 0,3 %).

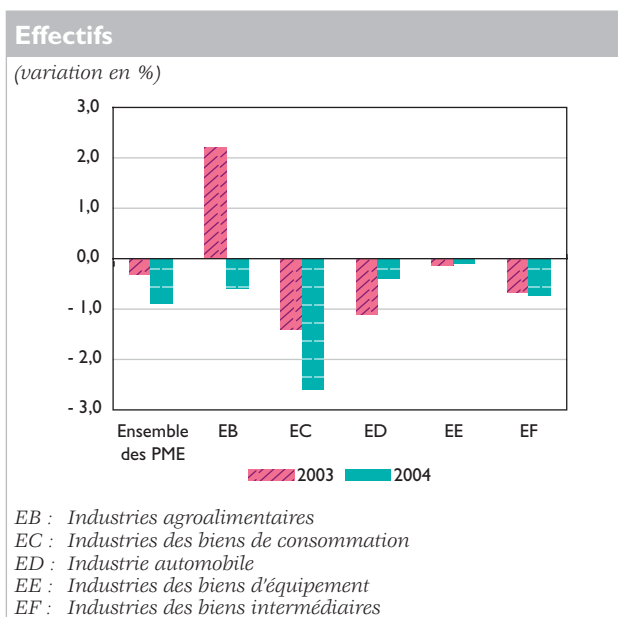
Le recul de l'emploi salarié s'est vérifié dans tous les secteurs d'activité, les biens de consommation enregistrant la baisse la plus forte (- 2,6 %), les industries agroalimentaires affichant un renversement de tendance (- 0,6 % après + 2,2 % en 2003).

Cette évolution est allée de pair avec un léger accroissement du recours au personnel extérieur, quel que soit le secteur. C'est en particulier le cas pour le secteur automobile dont la part des charges salariales brutes allant au personnel extérieur est passée de 11,6 % à 12,2 % et qui, de surcroît, présente le ratio le plus élevé.

La réduction des effectifs s'est répercutée sur les niveaux des ratios de rendement et d'intensité capitalistique.

La diminution de l'emploi salarié conjuguée avec l'amélioration de la valeur ajoutée a eu un impact favorable sur le rendement apparent de la main-d'œuvre⁷ (de 50,4 milliers d'euros à 52,6 milliers), et ce dans tous les grands secteurs de l'industrie.

L'intensité capitalistique (équipement productif par salarié) a également continué de croître dans l'ensemble des PME industrielles, passant de 69,2 milliers d'euros à 72,2 milliers. La hausse la plus notable est intervenue dans les industries



agroalimentaires (de 111,7 milliers d'euros à 118,6 milliers) qui présentent, en outre, les taux les plus élevés, à la fois pour le rendement de la main-d'œuvre et pour l'intensité capitalistique.

2| 2 Investissement

La meilleure orientation de l'investissement a constitué le second moteur de redémarrage de l'activité.

Le montant de l'investissement d'exploitation⁸ s'est ainsi accru de 2,4 % en 2004.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles, principale composante, progressent dans presque toutes les activités et de 2,6 % globalement.

Les investissements financés par crédit-bail s'accroissent également (+ 5,5 % tous secteurs confondus), spécifiquement dans les industries des biens intermédiaires et, dans une moindre mesure, dans les industries agroalimentaires.

⁷ Le rendement apparent de la main-d'œuvre est mesuré par le rapport « valeur ajoutée/effectifs ».

⁸ La notion d'investissement d'exploitation regroupe tant les acquisitions d'immobilisations corporelles que celles d'immobilisations incorporelles, afin d'apprécier notamment l'effort d'investissement en matière de recherche et développement, formation, élaboration de brevets et logiciels potentiellement porteurs pour le développement de l'entreprise. L'investissement d'exploitation incorpore également les nouveaux contrats de location-financement (crédit-bail et location financière), dès lors qu'il ne s'agit pas de contrats de lease-back.

Dans un contexte de hausse globale, les efforts d'investissement ont été cependant inégalement répartis suivant les secteurs. Deux familles d'activité ne suivent pas la tendance générale : les biens de consommation (- 1,9 %) et l'industrie automobile (- 15,2 %) ; ces deux secteurs ont réduit fortement leur appel au crédit-bail, dont la part dans les dépenses d'équipement est revenue de, respectivement, 27,6 % en 2003 à 21,2 % en 2004 et 32 % en 2003 à 8,4 % en 2004.

Le taux d'investissement d'exploitation, mesuré par le rapport entre les investissements d'exploitation et la valeur ajoutée produite, est pratiquement stable (11,9 % en 2004) du fait de la progression concomitante du numérateur et du dénominateur du ratio. Les situations sectorielles sont diversifiées : recul léger dans les industries agroalimentaires et les biens de consommation, plus marqué dans l'industrie automobile ; maintien dans les biens intermédiaires ; amélioration dans les biens d'équipement.

Les dépenses immatérielles⁹ ont, globalement, fortement augmenté (6,6 %). Cette évolution s'explique, en grande partie, par l'effet d'entraînement positif du dynamisme des dépenses commerciales (+ 7,5 %), premier poste par ordre d'importance. La seule catégorie de dépenses immatérielles en

régression est celle des dépenses en brevets, logiciels et fonds de commerce¹⁰.

L'effort accompli par les entreprises, mesuré par le ratio « dépenses immatérielles/valeur ajoutée », a très légèrement progressé (de 5,7 % à 5,8 %).

Le taux de dépenses immatérielles est à nouveau particulièrement élevé dans les industries agroalimentaires (14,7 %), où les frais de publicité occupent une place importante. En deuxième position par ordre d'importance figurent les industries de biens de consommation (7,7 %). Les autres familles d'activité affichent un ratio inférieur à 4 %.

2 | 3 Besoins en fonds de roulement d'exploitation

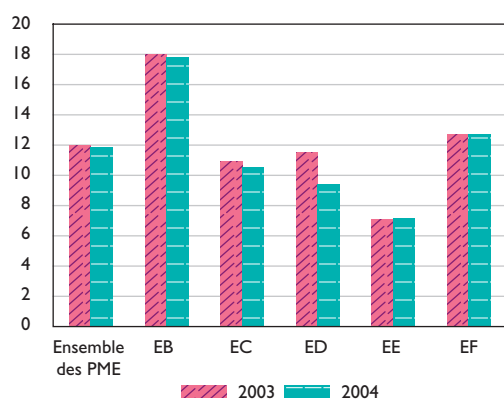
Exprimés en montants, les besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) se sont étoffés de 3,7 % en 2004, tous secteurs confondus ; les stocks et les créances clients ont progressé, globalement, et dans toutes les activités. Seules les industries de biens de consommation ont enregistré une légère contraction de leurs BFRE (- 0,2 %), en raison de l'accroissement sensible de la composante « fournisseurs » (2 %) ; dans la plupart des autres sous-familles, la progression des stocks et des créances clients a été intense et a plus que compensé l'alourdissement, également marqué, des crédits fournisseurs.

Le poids des besoins en fonds de roulement d'exploitation, en jours de chiffre d'affaires, est resté pratiquement stable (69,2 jours en 2004, contre 69 jours en 2003), traduisant une croissance, en général, équilibrée. Il a toutefois progressé dans les industries agroalimentaires, l'industrie automobile et les biens d'équipement.

Contrairement aux années précédentes, les délais de règlement se sont allongés en 2004. Les délais clients sont ainsi passés de 73,6 jours de chiffre d'affaires en 2003 à 74,6 jours et les délais fournisseurs de 68,8 jours d'achats à 69,6 jours. Le redressement de l'activité en cours d'année explique vraisemblablement la hausse dans la mesure où ces délais rapportent un poste du bilan de fin d'année à un flux intervenu tout au long de l'année.

Taux d'investissement d'exploitation : investissement d'exploitation/valeur ajoutée produite

(taux en %)



EB : Industries agroalimentaires
EC : Industries des biens de consommation
ED : Industrie automobile
EE : Industries des biens d'équipement
EF : Industries des biens intermédiaires

⁹ La méthodologie Centrale de bilans isole les dépenses immatérielles afin de suivre l'évolution de ces charges qui s'apparentent, par certains côtés, à un « investissement ».

¹⁰ Les dépenses en brevets, logiciels et fonds de commerce ont, globalement, régressé de 15,9 %.

Les délais de rotation des stocks de produits et d'encours ont augmenté globalement de 0,2 jour pour s'établir à 35,9 jours de production. La tendance est identique dans toutes les familles. En liaison avec la longueur de leur cycle d'exploitation, les délais sont structurellement plus longs dans les industries agroalimentaires (51,9 jours), à cause des stocks de produits intermédiaires et finis, et dans les biens d'équipement (43 jours), du fait des stocks et encours de production.

Au total, les PME de l'industrie française ont connu en 2004 une reprise sensible de l'activité, accompagnée d'un rebond de l'investissement et d'une diminution des effectifs salariés.

3| Amélioration des indicateurs de résultat et de rentabilité et allègement de la contrainte de solvabilité

3| I Résultats d'exploitation

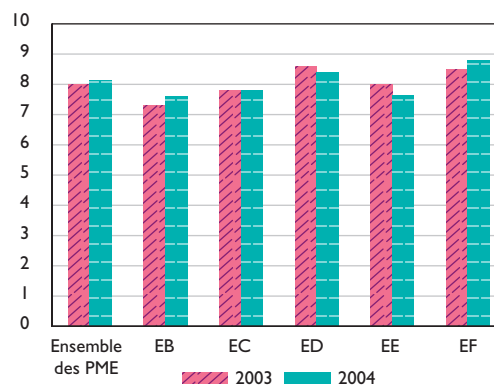
Dans ce contexte d'amélioration de la valeur ajoutée, le résultat brut d'exploitation ¹¹ (RBE) s'est étoffé globalement de 5,2 % en 2004.

Les meilleures performances ont été atteintes dans les biens intermédiaires (+ 8,8 %) et les industries agroalimentaires (+ 7 %), grâce à la croissance très soutenue de leur valeur ajoutée. À l'inverse, les industries de biens d'équipement accusent un recul de leur RBE de 2,2 %, en raison d'une progression de leur valeur ajoutée trop modeste pour absorber le renchérissement de leurs frais de personnel.

Le ratio « résultat brut d'exploitation/chiffre d'affaires hors taxes » constitue une première mesure de la performance industrielle et commerciale des entreprises. Cet indicateur n'est pas influencé par les décisions des chefs d'entreprise en matière

Résultat brut d'exploitation / chiffre d'affaires HT

(taux en %)



EB : Industries agroalimentaires
EC : Industries des biens de consommation
ED : Industrie automobile
EE : Industries des biens d'équipement
EF : Industries des biens intermédiaires

de financement (capitaux propres ou capitaux empruntés) ; il est également indépendant des politiques de distribution de dividendes.

Si le ratio est demeuré globalement stable (8,1 %), les performances par secteurs ont été contrastées. En liaison avec l'augmentation très sensible de leur RBE, deux familles d'activité affichent une amélioration de 0,3 point de cet indicateur : les industries agroalimentaires et les biens intermédiaires. Le ratio est resté le même dans les biens de consommation. L'évolution a été défavorable dans les deux autres secteurs : l'industrie automobile, dotée d'une croissance positive de son RBE, mais plus faible que celle de son chiffre d'affaires, et les biens d'équipement, dont le RBE a fléchi.

La rentabilité brute du capital d'exploitation (RBCE) « résultat brut d'exploitation/capital d'exploitation ¹² » permet d'apprécier l'efficacité des entreprises dans la mise en œuvre de ses moyens.

Le capital d'exploitation s'est étoffé de 3,5 % en 2004, en raison de l'évolution positive des immobilisations d'exploitation (3,4 %) et des BFRE. Hormis les biens

¹¹ Le RBE représente le revenu que les entreprises obtiennent de leur exploitation.

Résultat brut d'exploitation = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités (extraits) – impôts, taxes et versements assimilés – charges de personnel (salaires, charges sociales et personnel extérieur).

Les autres produits et charges retraités relèvent de l'exploitation, mais représentent moins de 1 % de la valeur ajoutée. Ils comprennent : les subventions d'exploitation (prime à l'embauche), + les redevances reçues - les redevances versées sur brevets + les revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles + les escomptes de règlements obtenus - les escomptes de règlements accordés + les revenus de créances commerciales - les intérêts sur dettes commerciales - les pertes sur créances irrécouvrables ayant un caractère habituel en raison de la nature de l'activité.

¹² Capital d'exploitation = immobilisations d'exploitation (incorporelles, corporelles et en location-financement) + besoins en fonds de roulement d'exploitation

de consommation dont le capital d'exploitation a reculé de 1,6 % du fait de la décroissance de leur BFRE, tous les secteurs ont connu un accroissement de leur capital d'exploitation, avec une augmentation des immobilisations d'exploitation assez proche d'une activité à l'autre.

La RBCE de l'ensemble des PME de l'industrie a peu varié (+ 0,2 point), pour atteindre 12 %, la progression de ses composantes étant du même ordre.

Deux secteurs seulement suivent la tendance générale : les industries agroalimentaires (11 %, soit + 0,2 point) et les biens intermédiaires (11,3 %, soit + 0,5 point), ces derniers étant caractérisés à la fois par leur poids économique important et par une progression de la RBCE marquée. Les autres familles d'activité ont, par contre, enregistré des évolutions négatives à des degrés divers : un léger recul de 0,1 point pour les biens de consommation (12,5 %) et l'industrie automobile (15,4 %) et une diminution de 0,9 point pour les biens d'équipement (14,7 %).

La rentabilité nette du capital d'exploitation (RNCE) « résultat net d'exploitation ¹³/capital d'exploitation » conditionne pour partie la croissance future des entreprises : c'est une mesure de la marge dégagée pour autofinancer le développement, au-delà du maintien de l'outil de production.

Le résultat net enregistré s'est très sensiblement étoffé (10,2 %) ¹⁴, sous l'effet de la croissance du RBE, mais aussi d'une réduction des dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation (- 1,8 %).

Au total, la RNCE s'est globalement accrue de 0,5 point pour atteindre 7,6 % en 2004. À l'exception des biens d'équipement dont le ratio perd 0,4 point pour s'établir à 10,8 %, la RNCE des autres secteurs progresse, notamment dans l'industrie automobile (10,1 %, soit + 0,7 point) et les biens intermédiaires (6,5 %, soit + 0,8 point).

3 | 2 Résultats globaux

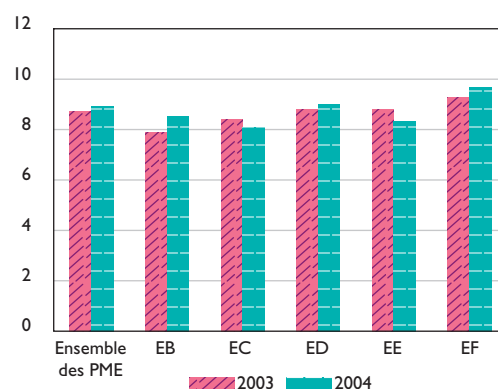
Les résultats globaux sont calculés après prise en compte des opérations hors exploitation (OPHE) ¹⁵, dont le solde positif a progressé de 11 %.

Le résultat brut global ¹⁶ permet d'apprécier la capacité des entreprises à dégager du profit dans le cadre de l'ensemble de leurs activités d'exploitation, financières et exceptionnelles. Il fournit une mesure de la rémunération brute des capitaux (avant amortissement, provisions et impôts).

Son montant a progressé un peu plus rapidement que le résultat d'exploitation (5,6 %). Il s'est fortement développé dans les industries agroalimentaires (7 %) et les biens intermédiaires (8,8 %) qui ont bénéficié d'une croissance notable de leurs OPHE. À l'inverse, le résultat brut global a diminué dans les biens de consommation (- 2,5 %) et les biens d'équipement (- 3 %), seuls secteurs à enregistrer une évolution négative de leurs OPHE ; dans les deux activités, l'accroissement des charges nettes exceptionnelles a été particulièrement marqué (49,5 % et 40,5 %).

Taux de marge brute globale

(taux en %)



EB : Industries agroalimentaires
EC : Industries des biens de consommation
ED : Industrie automobile
EE : Industries des biens d'équipement
EF : Industries des biens intermédiaires

¹³ Résultat net d'exploitation = résultat brut d'exploitation + transfert de charges d'exploitation - dotations d'exploitation aux amortissements et aux provisions (nettes des reprises) dont les amortissements au crédit-bail

¹⁴ Le résultat net a progressé de 9,5 % dans les industries agroalimentaires, de 6,5 % dans les biens de consommation, de 12,3 % dans l'industrie automobile et de 17,4 % dans les biens intermédiaires.

¹⁵ Opérations hors exploitation = quote-part sur opérations faites en commun + opérations financières + opérations exceptionnelles + transferts entre comptes de charges

¹⁶ Résultat brut global (RBG) = résultat brut d'exploitation Centrale de bilans + opérations hors exploitation.

Le taux de marge brute globale, rapportant le résultat brut global au volume d'affaires hors taxes, s'est légèrement étoffé (+ 0,2 point) pour se fixer à 8,9 %. Les évolutions sectorielles suivent les tendances observées sur le résultat global en montant.

La rentabilité brute globale (RBG), mesurée par le rapport « résultat brut global/total des ressources ¹⁷ » s'est également renforcée pour atteindre 10,7 %, soit + 0,2 point. Parallèlement à l'amélioration du résultat brut global, l'évolution des ressources a été favorable (+ 3,5 %), en raison du renforcement marqué du financement propre (4,6 %).

Si les secteurs ont connu des évolutions parfois divergentes de leur résultat brut global, ils ont, par contre, tous bénéficié d'une progression de leurs ressources.

Le sens des évolutions de la RBG par secteurs suit celui du taux de marge brute globale :

- industries agroalimentaires : 9,7 % (+ 0,4 point),
- biens de consommation : 10,2 % (- 0,6 point),
- industrie automobile : 13,4 % (+ 0,3 point),
- biens d'équipement : 12,2 % (- 0,6 point),
- biens intermédiaires : 10,8 % (+ 0,6 point).

Le taux de marge brut global et la rentabilité brute globale se sont améliorés, sauf dans deux secteurs qui ne se sont pas inscrits toutefois dans cette tendance : les biens de consommation et les biens d'équipement.

3|3 Analyse de la solvabilité

La solvabilité peut être appréciée par le poids des charges d'intérêt dans le résultat brut global, indicateur de la contrainte financière à court terme pesant sur l'entreprise.

La solvabilité a poursuivi son amélioration amorcée en 2002, le ratio revenant de 9,9 % en 2003 à 8,4 % en 2004 grâce au recul du coût du crédit, mais aussi à une baisse de près de 10 % du montant total des charges d'intérêt liée à l'allègement des encours d'emprunts ¹⁸ (- 1,5 %) ; cet allègement des charges d'intérêt a concerné autant les partenaires bancaires (- 10 %) que le groupe et les associés (- 7,1 %).

Cette évolution favorable de la contrainte de solvabilité est observée dans tous les grands secteurs de l'industrie.

En définitive, les indicateurs de résultat et de rentabilité des PME se sont améliorés en 2004. La contrainte financière a aussi été réduite grâce à la diminution des charges d'intérêt versées tant aux banques qu'au groupe et associés.

3|4 Répartition des revenus

Le revenu global ¹⁹, dont le montant a progressé de 3,6 % en 2004, se répartit entre les différents partenaires économiques de l'entreprise : le personnel, les prêteurs, l'État, les associés ou actionnaires, la fraction conservée par l'entreprise constituant l'autofinancement.

Les charges de personnel, y compris celles relatives au personnel extérieur mis temporairement à la disposition de l'entreprise, ont continué de croître (2,7 % dans l'ensemble des PME industrielles). Comparée au revenu global, la part des charges de personnel a toutefois régressé de 0,6 point pour l'ensemble des PME et s'est établie à 68,1 %. Deux secteurs font exception : les industries de biens de consommation et de biens d'équipement où le ratio a gagné 0,8 point dans les deux cas, le revenu global ayant peu progressé.

¹⁷ Total des ressources = capitaux propres appelés + total des amortissements, provisions pour dépréciation, risques et charges + endettement financier (où endettement financier = ensemble des ressources financières empruntées, dont celles empruntées au groupe et aux associés)

¹⁸ Emprunts = emprunts obligataires + emprunts bancaires (hors CBC) + autres emprunts (dt groupe et associés, hors avances de trésorerie)

¹⁹ Revenus répartis ou revenu global = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités + produits et charges hors exploitation + transferts de charges globaux

Les revenus répartis correspondent à l'ancienne notion de valeur ajoutée globale (VAG) à laquelle sont ajoutés les impôts, taxes et versements assimilés comptabilisés en charges d'exploitation.

La part revenant à l'État, qui prend en compte l'ensemble des impôts et taxes réglés par les sociétés, a progressé de 0,3 point pour atteindre 10,6 %.

Les intérêts versés aux prêteurs ont régressé en 2004 et ne représentent plus que 2,2 % des revenus répartis, soit une baisse de 0,4 point.

Les montants des dividendes servis aux actionnaires ont augmenté de 7,5 %, tous secteurs confondus. Leur part dans les revenus répartis a très légèrement progressé (+ 0,2 point) pour s'établir à 5,6 %. La plus forte augmentation, tant en montants (23,8 %) qu'en ratio (1,4 point), se situe dans les biens d'équipement ; ce phénomène précède souvent des appels publics à l'épargne. À l'inverse, les industries agroalimentaires et les biens de consommation enregistrent un repli, dû à la contraction des montants distribués (respectivement - 2,7 % et - 2,8 %).

Le taux d'épargne de l'entreprise, calculé en rapportant l'autofinancement à l'ensemble des revenus dégagés par l'entreprise, s'est amélioré en 2004 passant de 13 % en 2003 à 13,4 % en 2004. Les taux d'épargne les plus élevés se situent dans les industries agroalimentaires (19,7 %, soit + 2,4 points par rapport à 2003), l'industrie automobile (18,2 %, soit + 0,7 point) et les biens intermédiaires (14,8 %, soit + 0,9 point). Par contre, les biens de consommation affichent un léger repli (11,2 %, soit - 0,7 point), tandis que les biens d'équipement, dont le taux d'épargne est le plus faible (6,6 % en 2004), enregistrent l'évolution négative la plus marquée (- 2,2 points).

La reprise de l'activité en 2004 a, de manière générale, été favorable à l'ensemble des PME de l'industrie, notamment à leur autofinancement. Le secteur des biens d'équipement fait toutefois contraste dans la mesure où il a vu, en l'absence d'une progression du revenu global, progresser à la fois la part des charges de personnel et celle des dividendes versés aux actionnaires et diminuer significativement le taux d'autofinancement.

4 | Renforcement des équilibres financiers

4 | I Financement et structure d'endettement

Selon la méthodologie de la Centrale de bilans, la notion d'« emplois »²⁰ recouvre les divers postes de l'actif du bilan en les regroupant suivant les fonctions principales que doivent assurer les entreprises.

Les emplois se sont globalement accrus de 3,5 % sous l'effet d'une amélioration de la trésorerie d'actif (3,3 %) ainsi que d'un accroissement des capitaux investis²¹ (3,9 %) ; le renforcement des immobilisations d'exploitation (+ 3,4 %) a joué un rôle majeur, sans oublier l'apport des actifs financiers, notamment les participations et titres immobilisés (+ 6,5 %).

La structure des emplois a peu évolué d'une année à l'autre. Pour 2004, la répartition des principales composantes est la suivante : immobilisations d'exploitation (58,7 % du total), dont les participations et titres immobilisés (5,1 % du total), besoins en fonds de roulement d'exploitation (23,1 %), trésorerie d'actif (11,5 %).

Deux secteurs présentent un profil s'éloignant de la situation moyenne de l'industrie :

- les biens d'équipement avec une part d'immobilisations d'exploitation plus faible (49,5 %), un poids relatif des BFR plus élevé (26,6 %), dû en partie à la longueur du cycle d'exploitation, et un poids de la trésorerie d'exploitation largement supérieur (16,5 %) ;
- les biens intermédiaires avec la part d'immobilisations d'exploitation la plus élevée (64,3 %).

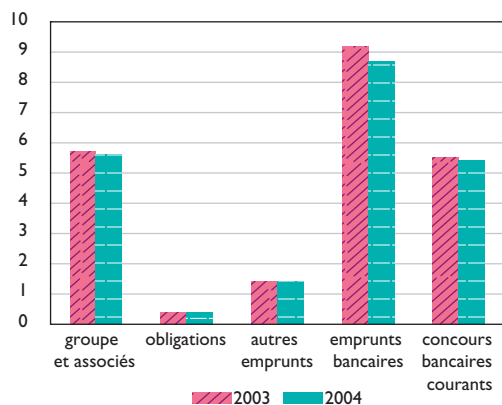
²⁰ Les actifs composant les emplois sont constitués : des actifs d'exploitation (immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles et biens acquis en crédit-bail ou en location financière), des participations et autres actifs immobilisés hors exploitation dont les prêts au groupe et associés (part à plus d'un an) – ces postes relèvent de la fonction financière, des besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation (ces derniers retraçant les opérations liées aux fonctions de répartition, d'investissement/désinvestissement et de financement), de la trésorerie active (disponibilités, valeurs mobilières de placement et avances de trésorerie du groupe et associés, c'est-à-dire la part à moins d'un an).

Avec : opérations liées aux fonctions de répartition : créances – dettes sur impôts sur les bénéfices ; opérations liées aux fonctions d'investissement/désinvestissement : créances – dettes sur impôts sur immobilisations.

²¹ Actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation

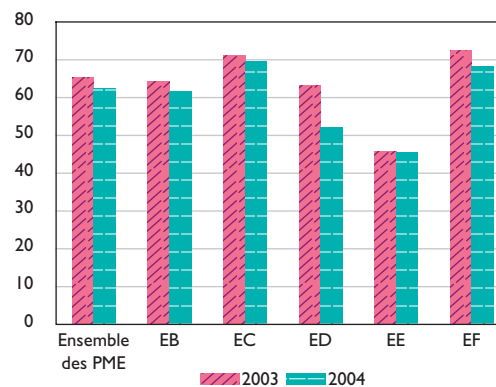
Composantes de l'endettement financier des PME industrielles dans le total des ressources

(poids en %)



Endettement financier : endettement financier/capitaux propres

(taux en %)



EB : Industries agroalimentaires
 EC : Industries des biens de consommation
 ED : Industrie automobile
 EE : Industries des biens d'équipement
 EF : Industries des biens intermédiaires

Pour financer ces emplois, les entreprises disposent de ressources propres où font appel à l'endettement. Les ressources se décomposent en deux grandes masses :

- l'encours de financement propre a augmenté de 4,6 % en 2004, sous l'effet d'appels aux capitaux propres (+ 4,3 %) et d'un renforcement des sommes épargnées sous forme d'amortissements et de provisions pour risques et charges et dépréciation (+ 4,9 %). Il représente 78,7 % du total des ressources (+ 0,9 point) ;
- le financement externe ou endettement financier, composé des emprunts ²² et de la trésorerie passif ²³, a, par contre, régressé de 0,3 % ; il représente 21,3 % du total des ressources.

Les emprunts se sont globalement contractés (- 1,5 %), essentiellement dans leur composante bancaire (2,8 %), les encours des « autres emprunts » restant stables, les dettes auprès du groupe et des associés classés en emprunts ²⁴ tendant également à régresser.

La trésorerie passif ²⁵, l'autre grande composante de l'endettement financier, s'accroît de 3 % sous l'effet d'une augmentation des encours d'effets escomptés non échus (+ 3,7 %), les crédits bancaires courants demeurant pratiquement stables ; par contre, les avances reçues du groupe et des associés s'accroissent de 10,6 %.

La structure de l'endettement financier, rapportée au total des ressources, s'est modifiée en 2004 : la part des emprunts bancaires baisse de 0,5 point et celle des concours bancaires courants de 0,1 point. Parallèlement, le poids relatif des concours issus du groupe et des associés se contracte très légèrement (de 5,7 % à 5,6 %).

Dans tous les secteurs, l'amélioration relative du financement propre est visible, que ce soit en termes de capitaux propres ou d'amortissements. L'évolution la plus significative se situe dans l'industrie automobile : le poids de son endettement financier diminue ainsi de 2,7 points, sous l'effet, notamment, du recul de la part des emprunts bancaires (de 8,4 % à 6,5 % des ressources en 2004) et de celle des dettes à l'égard du groupe et des associés (de 4,7 % à 3,3 %).

²² Emprunts = emprunts obligataires + emprunts bancaires (hors CBC) + autres emprunts (dt groupe et associés, hors avances de trésorerie)

²³ Trésorerie passif = crédits bancaires courants + créances cédées non échues + avances de trésorerie reçues du groupe et associés + TCN émis hors groupe

²⁴ Les concours des groupe et associés se situent dans les emprunts, mais aussi en trésorerie passif (avances).

²⁵ Trésorerie passif = crédits bancaires courants + créances cédées non échues + avances de trésorerie reçues des groupe et associés + TCN à moins d'un an émis hors groupe et associés

Le désendettement opéré par les chefs d'entreprises en 2004, avec des conditions de financement favorables grâce à la baisse des taux, traduit la poursuite de la politique d'assainissement des structures financières.

Le taux d'endettement financier, mesuré par le ratio « endettement financier/capitaux propres appelés », a de nouveau diminué, et ce de façon assez sensible (il s'établit à 62,4 %, contre 65,2 % en 2003).

Le taux d'endettement financier a reculé dans tous les grands secteurs et, plus particulièrement, dans l'industrie automobile (- 11,2 points), caractérisée par une forte hausse de ses encours de capitaux propres (+ 11,8 %) et une baisse significative de son endettement financier²⁶ ; les biens d'équipement affichent le taux d'endettement le plus faible et les biens de consommation le ratio le plus élevé.

En 2004, les PMI ont réussi à renforcer leur indépendance financière. La baisse du taux d'endettement résulte d'une diminution de son montant conjuguée à une progression de celui des capitaux propres.

4|2 Équilibres financiers

La distinction entre financement propre et endettement financier peut être complétée par la notion de financement stable regroupant le financement propre et les emprunts : capitaux empruntés sur le marché financier ou auprès des tiers, du groupe et des associés (autres emprunts), emprunts bancaires à l'exception des crédits bancaires courants. Pour éviter tout risque de rupture de financement, les capitaux investis (actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation) doivent être adossés à des ressources stables.

Le ratio « couverture stable des capitaux investis » (financement stable/capitaux investis), qui permet d'apprécier l'équilibre de financement, s'élève à 105,3 % en 2004, en léger repli d'une année à l'autre (0,3 point).

Le financement stable a couvert les capitaux investis dans tous les secteurs industriels, avec une progression des montants d'une année à l'autre. Toutefois, en raison d'une croissance du financement stable inférieure à celle des capitaux investis, le ratio de couverture recule dans deux secteurs : les industries agroalimentaires (103,9 %, soit 1,3 point) et les biens d'équipement (11,8 %, soit - 1,7 point), activité caractérisée doublement par le ratio le plus élevé et le repli le plus marqué. Pratiquement stable dans les biens intermédiaires (102,8 %), l'indicateur est en progression sensible dans les biens de consommation (108,8 %, soit + 1,8 point) et dans l'industrie automobile (108,1 %, soit + 0,8 point).

Enfin, la trésorerie nette²⁷ est demeurée positive en 2004 et a progressé globalement de 3,8 % ; elle représente 5,3 % du total des ressources, au même niveau qu'en 2003.

Les situations par secteurs sont très variées. Deux familles d'activité ne suivent pas la tendance générale, leurs montants de trésorerie nette ayant diminué : les industries agroalimentaires avec un ratio « trésorerie nette/total ressources » en recul de 0,4 point en 2004 pour un niveau de 4,1 % et, surtout, les biens d'équipement dont le ratio est le plus élevé (10,9 %), mais enregistre l'évolution négative la plus forte (1,2 point).

Au total, dans un contexte de croissance plus soutenue, le repli du taux d'endettement et le niveau élevé de la couverture des capitaux investis traduisent une bonne maîtrise des équilibres financiers au sein des PME industrielles.

²⁶ Si quelques grandes PME de l'échantillon accroissent significativement leurs capitaux propres, ce phénomène touche également largement un grand nombre d'unités plus petites.

²⁷ Trésorerie nette = Disponibilités + valeurs mobilières de placement + avances de trésorerie au groupe et associés (< 1 an) - crédits bancaires courants - créances cédées non échues - avances de trésorerie reçues du groupe et associés - TCN émis hors groupe

Cette étude a été réalisée en juin à partir d'une population de 6 436 entreprises de moins de 500 salariés soumises à l'impôt sur les sociétés et employant 390 736 personnes en 2004. Menée sur un échantillon nécessairement restreint à ce moment de l'année, l'analyse conduite ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a pour seule ambition que de fournir un premier éclairage sur le comportement des petites et moyennes entreprises (PME) en 2004. Elle précède l'étude qui sera menée sur un échantillon complet de PME et de grandes entreprises, représentatif de l'ensemble des entreprises de l'industrie manufacturière : « La situation des entreprises industrielles – Bilan 2004 », à paraître en septembre prochain.

Le présent échantillon, constitué le 6 juin 2005, présente un taux de couverture de 17,1 %, mesuré en termes d'effectifs, par rapport aux PME du fichier exhaustif des firmes imposées sur les bénéfices industriels et commerciaux au régime du bénéfice réel normal (BIC-BRN) de l'INSEE.

Caractéristiques de l'échantillon des PME de l'industrie

(montants en millions d'euros, structures et taux en %)

| NES | Échantillon Centrale de bilans 2004 | | | | | INSEE 2002 BIC-BRN | | Taux de couverture 2004/2002 |
|------------------|-------------------------------------|----------------|-----------|----------------|-----------|-----------------------|-----------|------------------------------------|
| Niveau « 16 » | Nombre d'entreprises | Valeur ajoutée | | Effectifs 2004 | | Effectifs 2002 | | |
| | | Montant | Structure | Nombre | Structure | Nombre | Structure | |
| EB | 841 | 3 182 | 15,5 | 53 571 | 13,7 | 316 796 | 13,9 | 16,9 |
| EC | 1 128 | 3 433 | 16,7 | 68 320 | 17,5 | 447 403 | 19,6 | 15,3 |
| ED | 125 | 612 | 3,0 | 11 933 | 3,1 | 61 823 | 2,7 | 19,3 |
| EE | 1 383 | 4 277 | 20,8 | 82 742 | 21,2 | 468 467 | 20,5 | 17,7 |
| EF | 2 959 | 9 052 | 44,0 | 174 170 | 44,6 | 987 402 | 43,3 | 17,6 |
| Industrie | 6 436 | 20 556 | 100,0 | 390 736 | 100,0 | 2 281 891 | 100,0 | 17,1 |

EB : Industries agroalimentaires

EC : Industries des biens de consommation

ED : Industrie automobile

EE : Industries des biens d'équipement

EF : Industries des biens intermédiaires